



## SEMINAIRE DE REFLEXION SUR L'AFGHANISTAN Fondation Jean-Jaurès, 27 novembre 2008

Trois semaines avant la conférence de Paris sur l'Afghanistan avec la participation des pays de la région, sept ans après l'attentat du World Trade Center et l'intervention internationale qui s'en est suivie, alors que les opérations militaires de plus en plus s'enlisent, la Fondation Jean-Jaurès, en liaison avec le secteur international du Parti socialiste, a invité six responsables politiques afghans représentatifs de la diversité du pays\* pour un séminaire de réflexion. La discussion qui s'est engagée avec la trentaine d'élus\*\*, de diplomates et d'experts de haut niveau présents a permis non seulement de dresser un tableau sans concession de la réalité de la situation mais aussi de dessiner des pistes intéressantes de positions et de propositions.

La situation, tout d'abord, apparaît sans conteste de plus en plus préoccupante.

En termes militaires et de sécurité, la zone d'influence des talibans et de leurs alliés n'a cessé de grandir ces derniers temps : limitée à quelques provinces du sud en 2002, elle s'est renforcée tout au long de la frontière pakistanaise, puis dans le centre et dans le nord, et elle se manifeste désormais jusqu'aux alentours de Kaboul comme l'a montré en août 2008 la tragique embuscade contre les forces françaises.

Psychologiquement, l'attitude de la population à l'égard des forces internationales a évolué négativement : accueillies favorablement par une large majorité en 2001, ces forces sont souvent perçues aujourd'hui comme des forces d'occupation et non plus de libération ; c'est évidemment particulièrement vrai dans les régions où les actions militaires ont donné lieu aux trop fameux « dégâts collatéraux » à l'égard des populations civiles ; mais même à Kaboul, la question d'une date pour le départ des forces étrangères est ouvertement posée et ce n'est pas un hasard si elle a été récemment relayée par le président Karzaï, à la veille d'élections présidentielles supposées se tenir en 2009.

Socialement enfin, très peu de changements ont été constatés dans le pays depuis 2001 : les lois votées par le Parlement ne sont trop souvent pas mises en œuvre ; 80% de la population demeure analphabète et à la question posée à la députée afghane présente de savoir si sa région connaissait des problèmes avec la scolarisation des filles, celle-ci a répondu froidement : « aucun, il n'y a pas d'écoles » ! Par ailleurs, alors que 80% de la population vit de l'agriculture ou en zone rurale, la fraction de l'aide internationale (une bonne dizaine de milliards de dollars par an) qui arrive dans ces zones apparaît presque inexistante ; dans ces conditions, la lutte contre la culture du pavot, stratégiquement essentielle pour asphyxier financièrement les talibans, apparaît bien

mal engagée alors même que, de son côté, il semble que le FMI s'oppose à toute forme de subvention pour les quelques cultures de remplacement envisageables !

De l'avis de la quasi totalité des participants, le flou grandissant des « buts de guerre » des différents pays intervenants, et pour commencer des Etats-Unis, apparaît alors comme une question à régler en toute première priorité afin d'apporter des réponses aux difficultés citées ci-dessus. La capture de Ben Laden demeure-t-elle un objectif important ? La lutte contre le terrorisme est-elle devenue, plus globalement, la priorité ? Ou bien est-ce une victoire militaire sur l'ensemble des forces insurgées qui est visée ? Ou encore l'objectif est-il surtout la sécurisation sur le terrain afin de développer la nature démocratique de l'Etat ? Mais alors, ne convient-il pas de donner à la question du développement du pays une importance bien plus considérable qu'aujourd'hui ? Non seulement la stratégie politique mais la nature de l'intervention militaire externe et jusqu'aux modalités d'action sur le terrain dépendent des réponses aux interrogations ci-dessus et de la hiérarchie donnée aux diverses priorités.

La réponse à la question : « faut-il négocier avec « des » talibans ? » dépend aussi bien évidemment de la hiérarchie des objectifs. Pour certains participants, négocier avec les talibans les renforce, cela démotive l'armée et la police et les talibans ne passeront jamais de compromis sur leurs idées, notamment l'apartheid des femmes. Pour d'autres, il faut séparer les talibans d'Al Qaïda et négocier avec ceux qui accepteront la Constitution : on ne peut se fixer comme objectif de les tuer tous et il faut bien, à un moment, discuter avec ceux qui se battent. Une troisième option, présentée avec énergie, est de se préoccuper prioritairement de l'amélioration des conditions de vie des populations, de régler l'action militaire en fonction de cet objectif et d'aboutir ainsi à un dépérissement progressif de l'influence talibane ; de premiers résultats en ce sens donneraient alors plus de chances de succès à la deuxième option.

La discussion a aussi bien évidemment porté sur la dimension régionale, voire mondiale, nécessaire à toute stratégie. A nouveau, des différences sont apparues entre une approche prioritairement antiterroriste, qui conduit à élargir l'action aux pays voisins, notamment au Pakistan, voire à l'ensemble de la planète, et une vision plus centrée sur la résolution des problèmes propres à l'Afghanistan lui-même. Ces différences ne font d'ailleurs que refléter l'existence des deux missions distinctes, poursuivies sur des bases légales différentes, par les Etats-Unis d'une part (*Enduring Freedom*) et par l'Otan d'autre part. L'unanimité a cependant paru exister sur un point : une conférence internationale réunie pour parler de ces problèmes se doit de rassembler, au-delà des intervenants militaires et des voisins immédiats, l'ensemble des acteurs impliqués et en particulier l'Arabie Saoudite.

Essayant de définir une orientation cohérente qui pouvait se dégager du séminaire, j'ai alors présenté, en tant que représentant de la Fondation, la série d'observations et de propositions suivantes, sans prétendre bien sûr à une synthèse de certains contraires :

- il n'existe actuellement, dans les pays participant à l'intervention militaire en Afghanistan, aucun parti de gouvernement préconisant un retrait unilatéral et immédiat de leurs forces ;
- pour autant, nombre de ces partis, et parmi eux le Parti socialiste français, estiment qu'aucun envoi de nouveaux renforts n'aurait de sens en l'absence d'une redéfinition des objectifs militaires et politiques poursuivis ;
- une victoire militaire n'apparaît pas envisageable ; convaincre les talibans que eux non plus ne gagneront pas représente déjà un défi ;

- les pays intervenant militairement doivent cesser d'avoir comme unique préoccupation la lutte par les armes contre le terrorisme ; l'amélioration de la vie quotidienne du peuple afghan doit représenter une préoccupation de même niveau ; elle est une condition de la stabilisation démocratique du pays et du succès de la lutte contre le terrorisme ;
- l'aide internationale doit donc, pour une part significative, être affectée, de concert avec les autorités, à des objectifs de développement précis (agriculture, éducation, santé,...) ; la recherche de meilleures conditions de sécurité doit viser à favoriser l'atteinte des objectifs définis ;
- ceci suppose alors une meilleure coordination entre forces extérieures et forces afghanes ;
- une décentralisation de l'action gouvernementale (voire une fédéralisation, basée non sur les ethnies mais sur les régions administratives actuelles), est une autre condition de succès du processus indiqué ci-dessus ; cette décentralisation pourrait de plus aider à diviser les talibans ;
- l'une des conditions de la réussite des interventions extérieures est que l'Afghanistan se dote d'institutions politiques et judiciaires efficaces dans la lutte contre la corruption et le trafic de drogue ;
- les rencontres internationales consacrées à la paix en Afghanistan doivent inclure toutes les puissances ayant une influence sur les différents acteurs locaux ;
- une telle stratégie implique pour les intervenants extérieurs de se doter d'autres interlocuteurs afghans que le seul président du pays : parlementaires et acteurs de la société civile notamment ;
- il serait enfin éminemment souhaitable que l'Union européenne se dote d'une vision intégrant les éléments ci-dessus ; sa priorité ensuite devrait être de défendre rapidement cette vision auprès du président nouvellement élu des Etats Unis, en tout cas avant la prise de fonction de ce dernier.

Gérard Fuchs

Responsable du département Coopération internationale de la Fondation Jean-Jaurès

\* Mme Fawzia Koofi, députée du Badakchan et ancienne vice-présidente du Parlement, M. Saïd Ishaq Gailani, député du Paktika, M. Abbas Noyan, député de Kaboul, M. Feizullah Zaki, député du Jouzjan, M. Latif Pedram, président du Parti du congrès national afghan, et M. Naïm Nazari, responsable de l'ONG afghane *Civil society and human rights network*.

\*\* Notamment Alain Richard, ancien ministre de la Défense, vice-président du PSE, et Jean Glavany, ancien ministre, député, rapporteur de la Commission des Affaires étrangères.